

Pouvoir d'achat Eric Woerth est un manipulateur !

21/12/2007

(il faudra s'en souvenir pour le dossier «fusion»)

Les fonctionnaires en grève le 24 janvier



Le ministre des Comptes a une nouvelle fois cherché à tromper les fonctionnaires le 17 décembre dernier.

Il avait assuré quelques jours auparavant que plus rien ne s'opposait à une discussion sur la revalorisation de l'indice et le jour J il a encore tenté de «balader» les organisations syndicales de la Fonction Publique. En proposant un dispositif de «garantie individuelle du maintien du pouvoir d'achat» fondé sur le fait que seulement 17 % des agents auraient perdu de l'argent sur la période 2001-2005, malgré leur ancienneté et les revalorisations du point (étude INSEE interprétée pour la cause), il est hors sujet !

Une nouvelle fois, donc, Eric Woerth a nié le principe même des déroulements de carrière et il a refusé d'entrer dans une démarche de revalorisation générale des traitements.

A eux seuls ses propos du 17 décembre justifient bien, selon le SNUI, l'appel unitaire à l'action lancé par six organisations syndicales. La grève du 24 janvier doit ramener le ministre à la raison.

Circonstance aggravante, les mesures annoncées dans le cadre de la réforme des politiques publiques (exposées pour partie au Conseil Supérieur du 18 décembre) visent à dynamiter ce qui reste du statut général pour parvenir à une gestion individualisée de tous les agents publics.

Elles nécessitent, elles aussi, une riposte unitaire.

Le SNUI se félicite de voir que les six organisations ont rejeté ensemble ces orientations et refusé de participer aux grand-messes prévues pour la fin de l'année, la série impressionnante des «conférences» ne visant qu'à noyer de brouillard et d'esbroufe les grands dossiers revendicatifs.

Le dossier du pouvoir d'achat nécessite donc une nouvelle mobilisation de tous les agents publics. Il n'est pas question de rentrer dans un système de rattrapage au coup par coup des seuls plus gros préjudices subis qui conduirait à remettre en question la notion d'avancement, laissant le champ libre aux rémunérations liées au mérite. Il n'est pas non plus question de laisser poursuivre la liquidation des fondements du statut général.

La manière dont Eric Woerth gère le dossier Fonction Publique, depuis son arrivée à Bercy, interpelle forcément tous les agents qui vont retrouver le même «décideur» sur le dossier de la fusion DGI-DGCP.

Lors de la nécessaire réplique aux premières orientations retenues officiellement, il faudra se souvenir de ce goût prononcé pour les manœuvres dilatoires et les annonces brutales.

Nous le répétons, le dossier du mariage DGI-DGCP sera forcément celui de la première mise en musique de la RGPP et il faudra constamment avoir une double préoccupation :

- combattre les aspects inacceptables de la fusion,
- repousser les notions nouvelles renforçant les flexibilités et la gestion arbitraire des individus.

Compte tenu des calendriers d'échanges entre les syndicats et les responsables de Bercy, une première analyse des grandes lignes de la réforme pourrait s'avérer possible dès la fin-février et le Conseil Syndical a estimé qu'il fallait relancer la mobilisation sous toutes ses formes dès le début d'année.

Le SNUI demande à tous les agents de la DGI de s'engager résolument dans la défense de leur pouvoir d'achat et de leur statut de fonctionnaires en étant en grève le 24 janvier.

TOUS EN GRÈVE LE 24 JANVIER

PARTICIPEZ MASSIVEMENT AUX MANIFESTATIONS